



Conférence de Presse

29 septembre 2018

DÉCLARATION LIMINAIRE

Le PLD a 25 ans

Le 23 septembre 1993, des militantes et militants, des sympathisants bref des tchadiens qui ont une vision pour le Tchad, un autre Tchad, se sont réunis en assemblée constitutive pour créer un parti politique. Ce parti, ils l'ont prénommé Parti pour les Libertés et le Développement, en abrégé PLD.

Comparé à l'homme, le PLD pourrait être identifié à un jeune homme dans la fleur de l'âge. Mais situé dans le paysage politique Tchadien, il fait partie des vieux et des grands partis politiques.

Parlant de cet évènement, mes pensées vont tout droit à tous ceux qui ont écrit cette belle page de notre histoire commune et qui hélas ne sont plus là parmi nous aujourd'hui. Je pense particulièrement au Premier Secrétaire Général du Parti, Ibni-Oumar Mahamat-Saleh, enlevé chez lui, devant sa famille, ses voisins, par les forces de défense et de sécurité tchadiennes et porté disparu depuis lors et probablement assassiné par ses ravisseurs. Ibni, on ne t'oubliera jamais. La justesse de tes idées, la droiture de la trajectoire politique imprimée au parti pendant les 15 ans de ta gouvernance, ton respect mais à la fois ton intransigeance à l'égard de tes adversaires politiques, ton amitié et ta tolérance à l'égard de tes camarades et de tous ceux que tu aimes sont les traits majeurs qui caractérisent l'homme que tu étais.

Le PLD n'appartenait ni à Ibni, moins encore à sa famille, à son ethnie ou sa région, comme le rappelait opportunément une très grande banderole qui ornait la salle de spectacle du palais du 15 janvier, ce jour du 23 septembre 1993. Les autres membres fondateurs du PLD et qui ne sont plus de ce monde sont Youssouf Maina, Bassounda Ndekibeulngar, Allazam Khalid, Emmanuel Touadé et Jérémie Doudet. Paix à leurs âmes.

Les crises sociales

Les crises sociaux économiques qui nous ont conduit, en 1993, à créer le PLD au lieu de se résorber ont hélas acquis des dimensions plus dramatiques. À la question de savoir : aujourd'hui qu'est ce qui marche dans le domaine social, on est tenté de répondre rien ou presque rien.

L'évaluation faite par les partenaires techniques et financiers (PTFs) du système éducatif tchadien au début de ce mois a conclu qu'il est parmi les derniers de la sous-région, en termes de qualité et de gestion. En effet, l'année scolaire 2017-2018 n'a duré que 3 mois. Certains établissements de l'enseignement supérieur ont exécuté à peine 8% du programme académique. Les œuvres universitaires sont devenues presque inexistantes. Quand on sait que l'avenir de tout pays dépend de la qualité de son système éducatif, on peut affirmer sans se tromper que les 28 ans de règne du pouvoir MPS a non seulement détruit le présent mais et surtout gravement hypothéqué l'avenir de la nation Tchadienne. Est-il besoin de rappeler que la valeur d'un système éducatif est essentiellement fonction de la qualification de son personnel enseignant. Le pouvoir MPS méprise les enseignants tchadiens : il les humilie et les clochardise. À l'instar de l'année scolaire passée, celle qui commence semblerait être hypothéquée déjà. Et pourtant, il suffisait au Président Idriss Deby de faire l'économie de ses nombreux voyages, aussi inutiles que fastidieux, pour apporter

des solutions aux problèmes de l'école tchadienne. Pour résoudre un problème, il faut d'abord naturellement avoir la volonté de le solutionner.

La malgouvernance du pouvoir MPS n'a épargné aucune catégorie sociale. Le récent reportage de Brut réalisé par Charles Villa et Simon Puech a montré comment les enfants tchadiens meurent de faim et de malnutrition dans un pays qui exporte du pétrole depuis 15 ans. Quel crime ? Même Pol Pot n'a pas laissé mourir les enfants cambodgiens !

La plus grosse catastrophe que subit le peuple tchadien de la part du pouvoir MPS est la question de l'eau et de l'électricité. À N'Djaména, la capitale, pompeusement appelée «vitrine de l'Afrique», beaucoup d'habitants n'ont pas de l'eau potable pour boire, l'électricité n'en parlons pas. Un Gouvernement qui exporte, chaque jour que Dieu fait, des milliers de tonnes de pétrole vers les autres pays qui s'en servent pour se développer et s'éclairer tandis que notre capitale est maintenue dans les ténèbres et la misère. Et cela dure depuis 28 ans ! Comment peut-on qualifier un tel régime ?

Dans ces conditions, est-il nécessaire d'ajouter un seul mot sur le système sanitaire du pays tant la désolation est abyssale ! Et pourtant chaque mois le Président avec tous les PTFs impliqués dans le secteur de la santé se réunissent et tirent des conclusions flatteuses pendant que les Tchadiens meurent comme des mouches ! N'est-il pas temps d'arrêter ce cirque immoral ?

Abandonnés à eux-mêmes par le pouvoir, les habitants de N'Djaména, pour survivre et assurer la pitance quotidienne de leurs familles, courent comme des diables pour chercher n'importe quel boulot et ramener à la maison quelque chose pour faire bouillir la marmite, le soir. Et voilà que le Président de la République, dans ses moindres déplacements déploie sur son parcours son armada qui bloque la circulation, pendant des longues heures. Annihilant de facto l'effort surhumain que déploient ces forçats pour nourrir quotidiennement leurs progénitures. De quoi ou de qui a-t-il peur notre Président pour déployer une telle armada ? De ceux qui l'ont élu dès le premier tour, en 2016, par coup KO ?

À la loupe, on a cherché un seul domaine (social ou économique) où pourrait-on dire que là au moins les choses marchent ! Malheureusement, on n'a rien trouvé. Le Programme des Nations Unis (PNUD) vient de publier le classement 2018 des Indices de Développement Humain (IDH) africains. Sur 53 pays, le Tchad, notre cher pays, est dans le groupe des derniers, occupant la 50^e place ! Quelle honte ?

La Jeunesse

Ayant échoué dans tous les domaines, comme l'indique l'IDH que vient de publier le PNUD, le pouvoir MPS a trouvé une nouvelle forme de gouvernance, l'organisation des Forums. On en compte à peu près une trentaine. Le dernier en date est celui consacré à la jeunesse, la relève de demain. Comment peut-on aimer cette jeunesse et détruire l'école tchadienne pour en faire la dernière de l'Afrique subsaharienne ? Les parents, se substituant au Gouvernement défaillant, consentent des sacrifices énormes pour donner une bonne formation à leurs enfants que parfois, ils envoient à l'étranger parce que l'école tchadienne est malade, complètement en panne. Ces jeunes reviennent au pays nantis des diplômes de très grandes écoles avec des très hautes qualifications. Grande est leur déception de trouver que les emplois sont occupés par les enfants de la nomenklatura qui pour la plus part sont des détenteurs de faux diplômes, donc incompetents et très souvent arrogants ! Question : a-t-on besoin d'un forum pour régler cette question ? La réponse est naturellement non. La jeunesse a besoin de se cultiver (intellectuellement et physiquement). En 28 ans de règne du pouvoir MPS, combien de médailles continentales ou mondiales, les équipes SAO ont-elles remporté ? Combien de bibliothèques a-t-on construit et des

livres a-t-on acheté ? Comment peut-on prétendre aimer la jeunesse tchadienne et lui interdire l'accès aux réseaux sociaux ? Et pourtant l'économie numérique est à l'avant-garde des pays comme le Rwanda ou l'Éthiopie où l'internet haut débit est presque gratuit et disponible partout.

En réalité, l'organisation des forums est devenu un business très rentable pour quelques petits malins qui se remplissent pleins les poches, en chantant à tue-tête les louanges du monarque qui semble-t-il adore !

La situation politique

Comme on a pu s'en rendre compte, la situation du pays est catastrophique dans tous les domaines. Après 28 ans de règne du pouvoir MPS, le Tchad est devenu un concentré de vices et un désert de vertus. Sur le plan politique, comme on peut le constater tous les pouvoirs élus baignent dans l'illégitimité totale. L'élection présidentielle de 2016 s'est soldée par un coup d'État électoral, le mandat des députés a pris fin depuis juin 2015 et celui des conseillers municipaux depuis bientôt un an. Sous la pression de l'opposition politique et de la communauté internationale, le Président Idriss Deby, des bouts des lèvres s'est engagé à organiser des élections en novembre 2018. Mais en regardant de plus près, un seul kopeck n'a pas été inscrit dans la loi de finances 2018 pour l'organisation des élections. Il va sans dire qu'il n'y aura pas d'élections cette année.

Mais comment serait-il possible d'organiser des élections dans un pays où interdiction est faite aux partis politiques, aux syndicats et aux organisations de la société civile de se réunir publiquement, de manifester pacifiquement ? Sous le prétexte fallacieux de l'insécurité, le pouvoir MPS viole au quotidien les droits élémentaires de l'exercice de la démocratie. En France, en Allemagne, en Italie et ailleurs où des attentats très graves et très violents ont été perpétrés ces droits fondamentaux n'ont jamais été interdits.

Prétendre jouer au démocrate et bafouer les principes fondamentaux de la démocratie c'est vouloir une chose et son contraire.

Si ces questions fondamentales ne sont pas résolues immédiatement, il serait impensable d'organiser des élections au Tchad.

Le PLD exige du Gouvernement :

- la levée immédiate de l'interdiction des réunions et des manifestations pacifiques ;
- le libre accès à l'internet et aux réseaux sociaux.

La liberté n'est pas un cadeau qu'un régime fait à un peuple, c'est le résultat de la lutte de tous les jours, c'est un combat de tous les instants.

Comme le poète Paul Éluard l'a écrit, il est du devoir de chacun d'en faire sienne la combat pour la liberté :

*Sur mes cahiers d'écolier
Sur les armes des guerriers
J'écris ton nom*

*Sur la couronne des rois
Sur les marches de la mort
J'écris ton nom*

*Je suis né pour te connaître
Pour te nommer **Liberté.***

Merci pour votre aimable attention.